

L'or bleu, plus précieux que jamais

Le partage de l'eau dans le monde représente un enjeu majeur du 21^e siècle. Pour prévenir les conflits, le dialogue et la coopération constituent des outils privilégiés. De manière générale, les pays qui collaborent dans le domaine hydrique ne fomentent pas de guerre entre eux. De Christian Zeier.



Édifié sur le Nil Bleu, le barrage de la Renaissance au nord-ouest de l'Éthiopie a longtemps été au cœur d'enjeux politiques majeurs.

La situation était explosive en ce mois de juin 2013. L'Éthiopie venait d'entamer le détournement du Nil Bleu pour construire le gigantesque barrage de la Renaissance, à proximité de la frontière soudanaise. L'Égypte, étroitement dépendante des eaux du Nil, s'estimait bafouée. À tel point que, lors d'une réunion de crise convoquée au Caire, un responsable politique proposa d'envoyer des unités spéciales pour détruire le barrage. Un deuxième suggéra l'envoi d'avions de chasse et un troisième l'octroi d'un soutien aux forces rebelles soudanaises. Ils ignoraient que leurs propos étaient retransmis en direct à la télévision. Le président de l'époque, Mohamed Morsi, a été contraint de présenter des excuses publiques. La situation ne se détendit pas pour autant, au contraire. Le chef de l'État alla jusqu'à déclarer que l'Égypte engagerait « tous les moyens nécessaires » pour défendre sa sécurité en matière d'approvisionnement en eau.

Le pays ne voulait certes pas la guerre, mais n'excluait aucune option. Si cet incident illustre toute l'importance que revêt l'eau au 21^e siècle, il montre également ce que la coopération interétatique peut apporter. En 2015, les trois présidents éthiopien, égyptien et soudanais ont signé un accord entérinant la construction du barrage, à condition qu'aucun de leurs pays ne subisse de « dommages substantiels ». Une étude a en outre été commanditée, afin d'évaluer les répercussions du projet. Quelques controverses subsistent, mais les tensions se sont apaisées. Aujourd'hui, quatre ans après l'incident, l'ouvrage est quasi achevé.

Rôle plus important que le pétrole

Ce différend ne constitue pas un cas isolé. Loin s'en faut. Les cours d'eau transfrontaliers représentent une source majeure de conflits internationaux. Au sein d'un même pays, des affrontements entre

groupes d'intérêts divergents peuvent également éclater. Les paysans veulent irriguer leurs champs et les éleveurs abreuver leurs troupeaux, alors qu'industriels et fournisseurs d'électricité ont besoin d'eau pour produire de l'énergie.

Plus d'un milliard de personnes, vivant pour la plupart en Afrique, en Asie du Sud et en Amérique latine, n'ont toujours pas accès à l'eau potable. La croissance démographique, le changement climatique et la pollution environnementale exacerbent la lutte pour l'or bleu. Selon des projections de l'ONU, près de deux milliards de personnes pourraient vivre dans des régions souffrant de pénurie d'eau d'ici à 2025. En raison de la raréfaction de cette ressource, des régions comme le Moyen-Orient et le Sahel pourraient voir leur produit intérieur brut reculer de 6% au cours des 30 prochaines années. L'eau est appelée à jouer un rôle plus important encore que le pétrole sur le plan géopolitique, soulignent les experts.

Bien plus que la construction de puits

«La crise mondiale de l'eau est l'un des problèmes politiques, écologiques et sociaux les plus brûlants du 21^e siècle», relevait le chef du Département fédéral des affaires étrangères, Didier Burkhalter, dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, en 2012. Le conseiller fédéral a évoqué la répartition inégale à l'échelle planétaire, ainsi que les risques liés à cette situation. Il a appelé à une réaction forte de la communauté internationale. «Il est primordial de traiter l'eau comme un élément clé de l'agenda de la sécurité humaine et non pas uniquement sous l'angle de sa valeur économique et sanitaire.» À ce titre, la Suisse soutient de nouveaux vecteurs d'influence pour les négociations et la coordination politiques.

L'allocation de Didier Burkhalter est révélatrice de l'évolution qu'a suivie l'engagement international de la Suisse. Depuis longtemps déjà, les projets d'aide au développement dans le domaine hydrique vont au-delà de la construction de puits et de la distribution d'eau potable. Si l'eau et l'hygiène restent des thématiques importantes, la diplomatie, la recherche et la communication font aujourd'hui partie intégrante de toute gestion moderne de l'or bleu.

Au Moyen-Orient par exemple, l'Aide humanitaire de la Suisse, en collaboration avec le Programme global Eau et la Division Sécurité humaine (DSH) du DFAE, a fourni à plus de 1,5 million de personnes de l'eau potable et des équipements sanitaires ces dernières années. Sur un plan plus technique, la DDC a commandité une étude sur l'approvisionnement en eau et la situation des po-

pulations déplacées dans la partie syrienne du bassin de l'Oronte. De son côté, la DSH a mis en place un projet destiné à améliorer l'accès à l'eau dans le nord de la Syrie. Au niveau politique, la Suisse a lancé l'initiative «Blue Peace», qui vise à transformer la crise que connaît la région dans le secteur hydrique en une chance pour les pays concernés (voir page 15).

Au niveau mondial, elle a lancé le projet «Bridge» (Building River Dialogue and Governance), en collaboration avec l'Union internationale pour la



Présidence égyptienne / Polaris / Afp

En mars 2015, les gouvernements d'Égypte, d'Éthiopie et du Soudan sont parvenus à un accord pour gérer ensemble le barrage de la Renaissance.

conservation de la nature. L'objectif est de renforcer les capacités locales en gestion de l'eau. Actuellement, les efforts se concentrent davantage sur la paix bleue. Régionale comme au Moyen-Orient, l'initiative «Blue Peace» aborde la problématique de l'eau et de la sécurité au niveau international également. Elle compte deux volets: le Geneva Water Hub, centre de compétences pour l'eau et la paix chapeauté par la DDC pour une durée de deux ans, ainsi que le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. Créé en 2015, ce comité réunit quinze experts indépendants en provenance de quatre continents, chargés d'élaborer des propositions pour prévenir et résoudre les conflits hydriques.

Coopération transfrontalière

«La coopération liée aux cours d'eau transfrontaliers constitue notre unique chance (pour prévenir les conflits armés)», écrivait récemment dans une tribune Danilo Türk, président du Panel et ancien président de la Slovénie. Selon lui, il est faux de qualifier l'eau de pétrole du 21^e siècle: «Le pétrole peut être remplacé. Alors que rien ne peut

L'eau, une arme de guerre

L'or bleu peut être une source de conflits, mais également une arme de guerre. Il n'est pas rare de voir des belligérants attaquer, occuper ou détruire des infrastructures d'approvisionnement en eau pour des raisons stratégiques. Un exemple récent: les attaques ciblées sur une station dans l'est de l'Ukraine, qui ont placé des millions de personnes en situation d'urgence. Ce démantèlement constitue une violation des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève, relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux et non internationaux. Les deux textes stipulent l'interdiction de s'attaquer aux biens indispensables à la survie de la population civile. Parmi ceux-ci figurent les installations d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation.



Un Syrien distribue de l'eau dans le camp de réfugiés de Zaatari, au nord de la Jordanie.

Ashley Gilbertson/VII pour Unicef/PhotoAid

remplacer l'eau.» Le monde compte 286 bassins fluviaux internationaux, traversant près de 150 pays. «Tant que ces États n'auront pas mis en place de coopération durable en matière de gestion de l'eau, des risques de conflit subsisteront. S'ils s'y attellent en revanche, les chances de paix sont bonnes.»

Coopérer plutôt que guerroyer

«Bien que la gestion de l'eau pose des défis (...), elle est surtout une formidable chance de promouvoir la coopération et de construire la confiance», lit-on dans les lignes d'action du DFAE sur le thème de l'eau et de la sécurité. «Beaucoup de conflits potentiels peuvent être évités grâce à des accords de gestion durable de l'eau.»

Cette thèse est étayée scientifiquement par le Strategic Foresight Group (SFG). Cet organe de réflexion indien, basé à Mumbai, a analysé 84 organisations de gestion de l'eau transfrontalière et 205 bassins fluviaux que se partagent 148 pays. Principale conclusion: les pays qui collaborent activement dans le domaine de l'eau ne se font pas la guerre. Qui plus est, la coopération peut contribuer à diminuer les dépenses en armement et à améliorer les conditions de vie des populations défavorisées.

Le SFG a aussi participé au lancement du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. «L'initiative "Blue Peace" a changé la pensée politique», estime son président, Sundeep Waslekar (voir son interview en page 11). La thématique de l'eau et de la sécurité suscite enfin l'intérêt qu'elle mérite

au plan international, note-t-il.

Cet expert place de grands espoirs dans le Panel. «Un résultat fructueux pourrait améliorer la vie de quelque deux milliards de personnes.» Si, en revanche, l'on ne parvient pas à mettre sur pied une infrastructure mondiale pour améliorer la gestion de l'eau, il faut s'attendre au chaos, prévient-il. L'épuisement de cette ressource entraînerait une diminution de la production alimentaire. La demande, en constante augmentation, ne pourrait être satisfaite et les prix exploseraient. Avec, pour conséquences, le terrorisme, les dictatures et des flux migratoires encore plus importants, avertit Sundeep Waslekar. «Les enjeux sont énormes.»

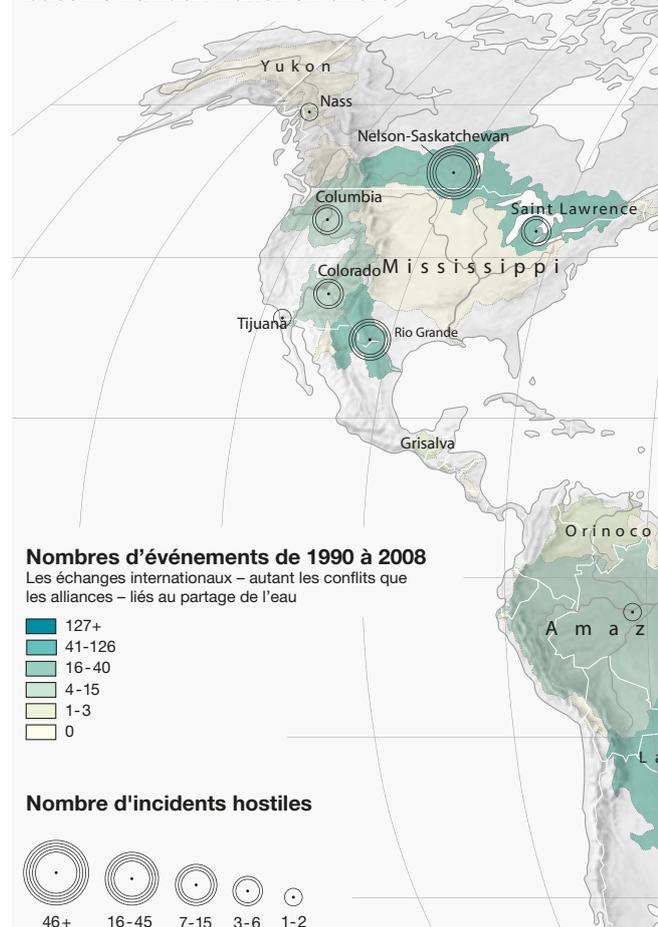
Des propositions pour l'avenir

En mai dernier, s'est tenue en Jordanie la quatrième réunion du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. Pour clore leurs travaux effectués ces deux dernières années, les experts ont adopté une série de recommandations concrètes à l'échelle planétaire. Ces dernières doivent porter sur les points suivants: mesures visant à protéger les infrastructures d'approvisionnement dans les zones en conflit; nouveaux instruments destinés à financer les coopérations dans le domaine de l'eau;

Cours supérieur et inférieur des fleuves

La coopération active portant sur les fleuves transfrontaliers peut résoudre de nombreux problèmes. L'un subsiste néanmoins, dû à la nature: les inégalités entre les riverains en amont et en aval d'un fleuve. Les pays situés à l'embouchure d'un cours d'eau subissent la pollution de leurs voisins en amont, ainsi que les risques relatifs aux barrages. Un État qui se trouve dans le bassin supérieur d'un fleuve possède lui, de fait, le contrôle des eaux. Il renoncera difficilement aux avantages que lui confère sa situation privilégiée, d'où l'importance des accords réglant l'utilisation des cours d'eau à l'échelle internationale.

Conflits et coopération dans les bassins fluviaux transfrontaliers



Source: Transboundary Freshwater Dispute Database, Department of Geosciences (www.transboundarywaters.orst.edu/database), Oregon State University; Map produced by ZOI Environment Network, March 2017; Global Runoff Data Centre (GRDC) in the Federal Institute of Hydrology (BfG), Germany (<http://grdc.bafg.de>); Shaded relief by Kenneth Townsend

mécanismes d'hydro-diplomatie pour résoudre les conflits; moyens de lutte contre la pollution des cours d'eau transfrontaliers; travaux de clarification du droit international afin de faciliter les relations entre pays situés en amont et en aval d'un même bassin hydrique.

Elles seront présentées à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre. « C'est un tournant dans les efforts accomplis par la Suisse en la matière », explique Noura Kayal, responsable de l'initiative « Blue Peace » au sein du Programme global Eau de la DDC. Pour l'heure, les structures onusiennes ne comptent aucun organe chargé de désamorcer ou de résoudre les conflits liés à l'eau. « L'hydro-diplomatie n'est qu'un aspect de notre travail dans le Programme global », poursuit Noura Kayal. « Elle dispose, cependant, d'un rayonnement important sur le plan international. »

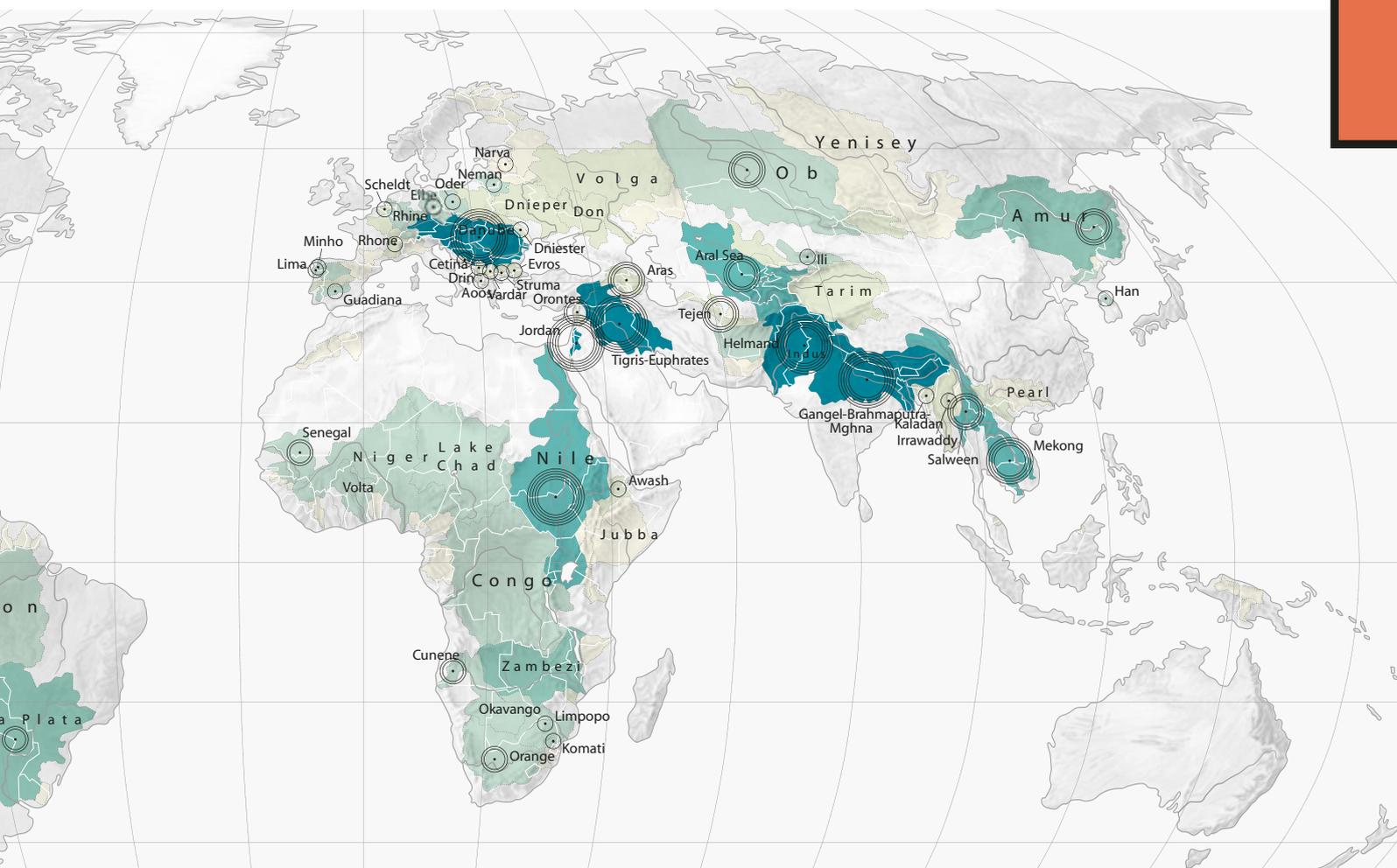
L'Afrique de l'Ouest, une source d'inspiration

Surtout, elle est efficace, notamment en Afrique de l'Ouest. Les membres du Panel se sont retrouvés en 2016 à Dakar, où ils se sont intéressés à l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Celle-ci est considérée comme



Des réfugiés cherchent désespérément de l'eau dans le camp de Jamam, au Soudan du Sud.

un exemple en matière de gestion de l'eau. Prenant sa source en Guinée, le fleuve Sénégal traverse le Mali, puis longe la frontière entre le



Sénégal et la Mauritanie avant de rejoindre l’océan Atlantique. Quelque 3,5 millions de personnes, soit presque 20% de la population des quatre pays réunis, vivent dans son bassin versant. Les premiers efforts de coopération autour du fleuve remontent à l’époque coloniale, mais c’est à la fin des années 60 que le partenariat entre dans une phase décisive. Souffrant de longues sécheresses, la région voyait

développer leurs infrastructures et de renforcer leur approvisionnement en eau. Leurs relations se sont même améliorées grâce à l’OMVS et à leurs projets communs. La Guinée n’est pas en reste: elle a pleinement réintégré le partenariat en 2006. Aujourd’hui, les quatre États gèrent ensemble leurs canaux, leurs barrages, leurs infrastructures hydro-électriques et leur navigation fluviale. Selon la



La coopération transfrontalière autour du fleuve Sénégal a valeur d'exemple. La gestion commune de ce cours d'eau a permis à la Guinée, au Mali, au Sénégal et à la Mauritanie d'améliorer leurs relations.

Projets suisses

Outre l'initiative « Blue Peace », le Programme global Eau de la DDC chapeaute ou parraine de multiples projets et instruments dans le secteur hydrique. À l'échelle internationale, le Global Hydro-metry Support Facility and Innovation Hub recueille des données hydrologiques fiables à l'aide d'outils novateurs, alors que la plate-forme Earth Security Index fournit aux décideurs des informations indépendantes concernant la gestion des ressources. À l'échelon régional, le projet « Bridge » (Building River Dialogue and Governance) renforce les capacités en gestion de l'eau par la formation continue et divers services de soutien. Quant aux Water and Land Resource Centres, ils ont pour but d'améliorer la collecte et l'utilisation de données hydrologiques et météorologiques au Kenya et en Éthiopie.

son agriculture déclinier. La population fuyait les campagnes pour venir gonfler les villes. À la suite d'une sécheresse particulièrement catastrophique, les quatre pays ont dû prendre des décisions importantes. Comment réagir: s'unir ou s'affronter? Ils choisirent la première option. Plutôt que de diviser les quatre États, les difficultés les ont rapprochés.

En 1963 déjà, ils signaient l'accord de Bamako, qui consacrait le statut international du fleuve Sénégal. Un comité de développement a été créé. Malgré le retrait de la Guinée après des désaccords avec le Sénégal, les trois pays restants ont poursuivi leur collaboration. En 1972, ils ont fondé l'OMVS, en ménageant un statut d'observateur à la Guinée qui refusait de coopérer.

Unis pour avancer

Les années qui ont suivi ont été marquées par plusieurs conflits et revers mineurs, mais, dans l'ensemble, la collaboration s'est avérée fructueuse. Elle a permis aux trois pays de profiter de l'électricité produite par le barrage de Manantali, au Mali, de

Banque mondiale, l'OMVS est une « organisation régionale robuste, dont la stabilité financière permet le développement de projets bénéficiant d'une large assise ». Malgré quelques turbulences géopolitiques, elle a toujours fait en sorte que l'ensemble de ses membres bénéficie de cette ressource essentielle qu'est l'eau. « Les chefs d'État ouest-africains ont su reconnaître le lien étroit entre l'eau, la paix et la sécurité », se réjouit Sundeep Waslekar. Outre le Sénégal, les fleuves Gambie et Congo voient également se développer autour d'eux une coopération entre pays riverains. « Les choses bougent, mais malheureusement pas aussi vite que je le souhaiterais », conclut le président du SFG. ■

(De l'allemand)

« Sans dialogue, tous les acteurs ressortent perdants »

Sundeep Waslekar est le président du Strategic Foresight Group, un organe de réflexion indien basé à Mumbai. Cet expert en gestion de l'eau évoque l'importance de son domaine de spécialisation et le rôle de la Suisse dans l'hydro-diplomatie mondiale. Entretien réalisé par Christian Zeier.



Cette centrale électrique israélienne a été contrainte de mettre fin à ses activités, en raison du volume toujours plus faible du Jourdain.

Un seul monde: Monsieur Waslekar, le monde mesure-t-il l'importance de l'eau potable?

Sundeep Waslekar: La nécessité de l'eau, en tant que ressource, est connue depuis longtemps. En revanche, on a longtemps sous-estimé son intérêt pour la sécurité internationale.

Est-ce sur le point de changer?

Oui, la problématique de l'eau et des conflits est désormais à l'ordre du jour de nombreuses rencontres mondiales. En novembre 2016 s'est tenu le premier débat sur l'eau, la paix et la sécurité au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette reconnaissance représente une étape historique.

Les États qui coopèrent pour mieux gérer les ressources en eau ne se déclarent pas la guerre. Fort de ce constat, le Strategic Foresight Group s'est fait un nom...

Permettez-moi d'apporter une précision. Il faut distinguer entre coopération de principe et coopération active. Quand deux pays collaborent uniquement sur un plan technique, par exemple en ma-

tière de gestion hydrique, des conflits peuvent éclater. Par contre, lorsque la coopération devient active, qu'elle s'instaure au niveau politique, les conditions sont réunies pour une paix durable.

De nombreux conflits ont lieu au sein d'un même pays. La coopération relative à l'eau peut-elle là aussi jouer un rôle?

Nous avons étudié les mécanismes diplomatiques régissant les relations entre États. Les conflits internes font, pour leur part, intervenir d'autres processus, qui restent à analyser.

Votre organisation a notamment lancé l'initiative «Blue Peace», avec le concours de la Suisse. Quels en sont les résultats concrets?

La communauté «Blue Peace Middle East» en constitue un. Avec quelque 200 décideurs politiques des pays concernés, nous avons engagé un dialogue pour une collaboration autour de l'eau. Dans cette région instable, cette communauté représente la seule plate-forme d'échange active entre l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Turquie. Nous



Sundeep Waslekar est un spécialiste internationalement reconnu de la résolution des conflits et de la gouvernance publique. Sous sa direction, l'organe de réflexion Strategic Foresight Group, basé à Mumbai en Inde, a copopéré dans ou avec 50 pays, sur quatre continents. Ses idées et propositions ont été débattues au sein des Parlements européen et indien, dans diverses réunions de l'ONU ainsi qu'au Forum économique mondial, à Davos. Depuis 2014, il est également collaborateur scientifique au Centre for the Resolution of Intractable Conflicts du Harris Manchester College de l'Université d'Oxford.

avons également contribué aux négociations bilatérales entre Israël et la Palestine, ainsi qu'entre l'Irak et la Turquie. Ces deux derniers États souhaitent aujourd'hui construire des barrages communs et renforcer le partage d'information. Rien de tout cela n'existait avant le lancement de l'initiative.



Luke Dugdaley/Reuters/lat

Sur les 286 bassins fluviaux transfrontaliers que compte le monde, 200 se trouvent dans les pays en développement. Le Mékong en fait partie.

Dans les régions telles que le Moyen-Orient, l'eau est souvent un moyen de pression. Comment convainc-t-on les politiques de coopérer?

Il faut leur donner des occasions d'échanger. S'agissant de la Turquie et de l'Irak, les résistances étaient fortes au départ. Au fil des rencontres, une discussion s'est instaurée et les participants ont commencé à se comprendre. Des limites subsistent toutefois. Avec des dirigeants tels que Bachar el-Assad, en Syrie, l'on ne peut rien entreprendre. Avant même le début de la guerre civile, Damas ne voulait pas entendre parler de dialogue.

Le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix doit favoriser la coopération dans le secteur hydrique. Son but est d'améliorer la vie de 2,3 milliards d'êtres humains. Comment exactement?

Cette plate-forme profitera aux populations d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique. Sur les 286 bassins fluviaux internationaux que compte le monde, 200 se trouvent dans des pays en développement où vivent quelque deux milliards d'êtres

humains. Plus de coopération et de stabilité faciliteront leurs conditions de vie.

La coopération liée à l'eau fonctionne principalement au niveau régional. Celle instaurée autour du fleuve Sénégal constitue un bel exemple de réussite. Quelle est donc l'utilité d'une structure mondiale?

Son rôle principal est de soutenir les coopérations régionales. Une volonté politique de collaborer au niveau local est nécessaire dans un premier temps. Puis, il faut le soutien diplomatique et financier de la communauté internationale. L'exemple du fleuve Sénégal est éloquent: la coopération a démarré à l'échelon régional, avant de bénéficier de l'appui d'organismes financiers mondiaux.

Que se passe-t-il lorsque l'idée de coopération internationale échoue?

La situation au Moyen-Orient en est l'exemple le plus extrême. Des années durant, les pays de la région ont eu la possibilité de renforcer leur coopération dans le domaine de l'eau. Ils n'ont rien entrepris, estimant que celle-ci était trop précieuse et trop importante pour leur propre sécurité. Aujourd'hui, des groupements non étatiques ou terroristes contrôlent les infrastructures hydrauliques. Ces États ont tout perdu.

Le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix présentera son rapport aux Nations Unies en septembre. Deviendra-t-il un nouvel organe de l'ONU?

Les quinze pays participants ont à dessein lancé l'initiative hors des structures onusiennes pour limiter au maximum son caractère bureaucratique et se donner les moyens d'être plus audacieux et créatifs. Reste que celles-ci offrent de meilleures possibilités de mise en œuvre. Les recommandations seront ainsi présentées aux Nations Unies. L'on déterminera, par la suite, dans quelle mesure le cadre existant peut les concrétiser.

Quel rôle un petit pays comme la Suisse peut-il jouer dans l'hydro-diplomatie mondiale?

La Suisse est appréciée pour sa neutralité et son extraordinaire force d'innovation, que ce soit dans le domaine technique ou social. Son système politique est exemplaire et les principes fondamentaux qui la régissent – dialogue et inclusion – peuvent s'appliquer partout dans le monde. Si ses dirigeants prennent conscience des atouts précités, elle pourra jouer un rôle de premier ordre. ■

(De l'anglais)

Reprendre confiance après l'effondrement

L'Union soviétique a entraîné dans sa chute le secteur de l'eau. Alors que les anciens États membres explorent de nouvelles solutions, la Suisse investit dans la recherche et le dialogue.



La Tadjikistan et le Kirghizistan sont des pays riches en eau grâce au fleuve Syr-Daria, mais pauvres en ressources énergétiques.

(cz) L'Asie centrale représente un cas particulier de la coopération dans le domaine hydrique. Ce n'est pas le manque d'infrastructures transfrontalières qui pose problème, mais bel et bien les ouvrages existants. Regroupés autrefois au sein de l'Union soviétique, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan partageaient une installation d'approvisionnement intégrée. Avec la chute de l'URSS, le secteur public de l'eau s'est lui aussi écroulé. Pendant des années, très peu d'argent a été investi et le personnel qualifié a émigré, ouvrant la voie à la dégradation des équipements. Aujourd'hui, deux pays riches en eau mais pauvres en hydrocarbures, le Kirghizistan et le Tadjikistan, font face à trois pays pauvres en ressources hydriques mais riches en pétrole et en gaz, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Turkménistan.

«La croissance démographique et l'augmentation de la demande transforment graduellement la région en foyer de crise», écrit le Center for Security Studies de l'EPFZ. Ce type de tensions peut entraîner des répercussions sur des pays lointains, via les mouvements migratoires. Un risque qui n'avait pas échappé, en 2008 déjà, à la ministre des

Affaires étrangères de l'époque, Micheline Calmy-Rey. La conseillère fédérale l'avait évoqué lors de la Conférence annuelle de la Coopération avec l'Europe de l'Est. Elle avait alors souligné la nécessité d'aider les États d'Asie centrale à gérer leurs conflits liés à l'eau.

Privilégier le dialogue

À travers son programme régional, la Suisse soutient des réformes dans la gestion transfrontalière des ressources en eau. Elle œuvre en faveur d'une coordination plus efficace et favorise le dialogue entre les parties. Après les visites du conseiller fédéral Didier Burkhalter aux cinq États d'Asie centrale, des représentants de ces pays se sont retrouvés en 2014, à Bâle. Ils se sont engagés à mettre sur pied une plate-forme de dialogue régionale de haut niveau dans le domaine hydrique, l'initiative «Blue Peace Central Asia», inspirée par le projet suisse au Moyen-Orient (voir page 15). La DDC souhaite, en outre, améliorer la gestion de l'eau dans les bassins versants transfrontaliers et former de jeunes experts.

En 2016, le Kazakhstan a organisé avec le soutien de la Suisse une conférence scientifique consacrée

Des exportations, mais pas de démocratie

L'économie des pays d'Asie centrale repose en grande partie sur l'exportation de matières premières. Le Kazakhstan, par exemple, dépend pour deux tiers de ses exportations de pétrole, de gaz naturel, de charbon et de métaux. Les États voisins vendent, pour leur part, d'importants volumes d'or, de coton et d'aluminium primaire. La pauvreté prévaut, cependant, dans l'ensemble de la région. Faute de perspectives favorables et d'investissements suffisants dans les infrastructures, une grande partie de la main-d'œuvre émigre en Russie. Les pays issus de l'effondrement de l'Union soviétique, en 1991, sont culturellement hétérogènes, mais leurs régimes politiques se ressemblent. Si le système multipartite du Kirghizistan permet des élections partiellement libres, les autres États n'ont connu aucun renouvellement démocratique depuis un quart de siècle.

à l'utilisation des ressources en eau en Asie centrale. L'événement a réuni des délégués de haut rang d'Ouzbékistan, du Turkménistan et du Tadjikistan. Une autre conférence sur le même thème s'est tenue en mai dernier, dans le cadre de l'exposition internationale d'Astana. Une étude mandatée par la Suisse y a notamment été présentée. Elle met en évidence les raisons pour lesquelles la coopération relative à l'eau ne fonctionne pas comme escompté en Asie centrale et les coûts engendrés pour les pays de la région. Elle se veut une contribution décisive à la collaboration transfrontalière dans le secteur hydrique.

Capacités manquantes

«Le principal problème en Asie centrale n'est pas que les pays concernés ignorent les avantages qu'une coopération pourrait leur procurer», explique Benjamin Pohl, responsable d'une étude menée par l'Institut de recherche allemand Adelphi. Après l'effondrement de l'URSS, chaque pays s'est concentré sur le renforcement de sa souveraineté nationale. D'où l'impossibilité d'exploiter efficacement les infrastructures existantes, construites dans la perspective d'une gestion intégrée. L'exploitation des eaux du fleuve Syr-Daria, par exemple, était planifiée de manière centralisée à l'époque soviétique. Les besoins des riverains en aval du fleuve, qui dépendent des activités de leurs voisins en amont, étaient ainsi pris en compte. Après l'effondrement, on s'est efforcé de régler les problèmes d'interdépendance entre les différentes populations par le biais d'accords. En hiver, il était prévu que l'Ouzbékistan et le Kazakhstan vendent du courant électrique aux pays situés en amont. En échange, ces derniers devaient leur fournir de l'eau en suffisance. «L'idée était bonne au départ, mais l'accord n'a pas pu être respecté», relève Benjamin Pohl. Les parties n'ont pas été en mesure de tenir leurs engagements, en raison de capacités limitées notamment. «La confiance des uns et des autres s'est érodée. On n'a pas réglé l'affaire et les problèmes transfrontaliers ont commencé.»

Des signes encourageants

Une exploitation peu efficace, des besoins parfois contradictoires, de fortes interdépendances ainsi qu'une volonté de privilégier les projets nationaux, telle est la situation actuelle dépeinte par Benjamin Pohl. «Si cette évolution se poursuit, les coûts comme les risques s'accroîtront pour tous les États concernés», avertit le chercheur. Selon le scénario le plus pessimiste, un manque de coopération, associé à d'autres facteurs, pourrait entraîner des conflits, voire l'effondrement de certains pays.



Tony Wellham/robertandring /aif

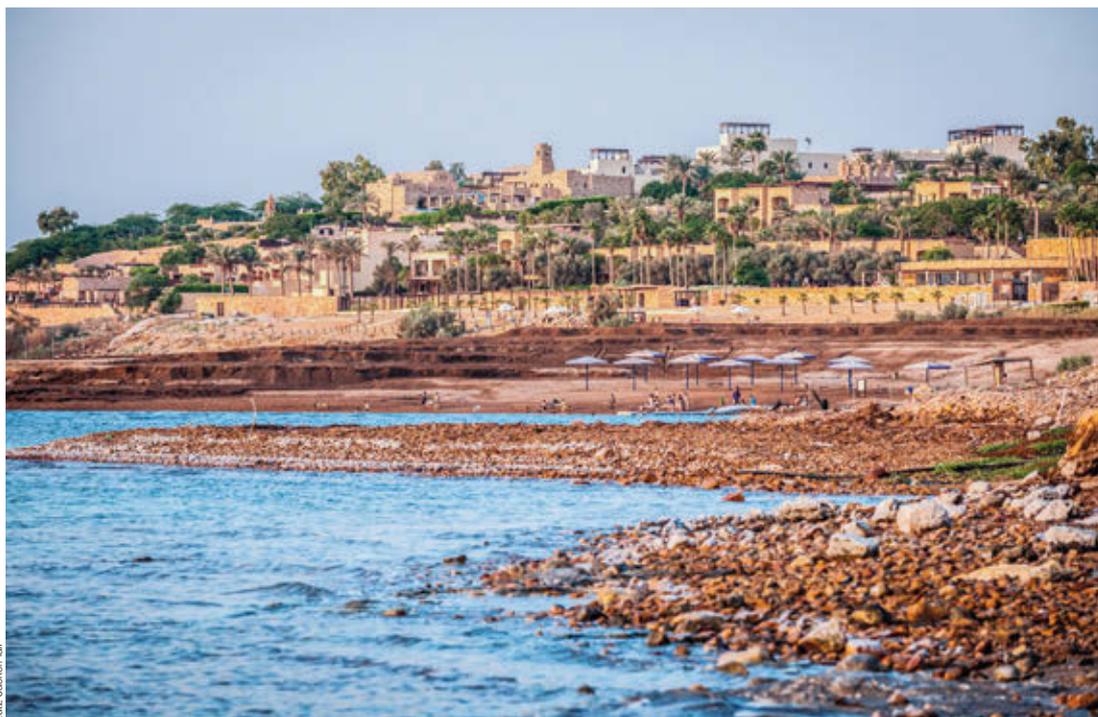
Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan connaissent la situation inverse. Riverains de la mer d'Aral qui se dessèche, ils sont pauvres en eau, mais riches en pétrole et en gaz.

Des lueurs d'espoir existent néanmoins. La région a été capable d'éviter tout conflit majeur jusqu'ici. Certaines tendances positives se dessinent. «On assiste régulièrement à des tentatives de coopération prometteuses, même au plus haut niveau politique, comme l'an passé», se félicite Benjamin Pohl. La coopération ne doit pas s'instaurer nécessairement à un échelon régional élevé, conclut notamment l'étude. «Une collaboration technique et administrative au niveau local et bilatéral peut constituer un début», souligne le chercheur. «La confiance ainsi rétablie permet d'améliorer également les institutions régionales.» ■

(De l'allemand)

La crise de l'eau au Moyen-Orient

Peu de régions du monde ont été autant déchirées par les conflits ces dernières années que le Moyen-Orient. L'eau y constitue un défi majeur, mais également une chance de renforcer la coopération. Autant de raisons pour lesquelles la Suisse a lancé l'initiative « Blue Peace Middle East ».



La mer Morte se meurt. Chaque année, son niveau diminue en raison de la surexploitation de son principal affluent, le Jourdain.

(cz) La mer Morte n'en finit pas de mourir. Année après année, son littoral recule d'un mètre et demi, alors que l'apport du Jourdain a diminué de 90% au cours des 60 dernières années. Une chute due aux prélèvements effectués par Israël, qui tire du fleuve l'essentiel de son eau potable, mais également à ceux des autres États riverains (Liban, Syrie et Jordanie). Elle se traduit, dans cette région aride, par une situation de pénurie aiguë. Le Moyen-Orient est englué dans une véritable crise de l'eau.

Des pertes de 12 milliards de dollars

Un classement établi par l'Institut des ressources mondiales, laboratoire d'idées indépendant basé à Washington, place la Palestine, Israël, l'Iran, le Liban et la Jordanie parmi les quinze pays les plus durement touchés par le déficit d'eau à l'horizon 2040. Cette insuffisance peut constituer une nouvelle source de conflit dans cette région déjà instable.

En 2008 déjà, le Strategic Foresight Group (SFG) avait, à l'initiative de la Suisse, publié une étude détaillant le coût des conflits au Moyen-Orient en termes économiques, militaires et politiques. Si la paix avait été rétablie après 1991, la région aurait bénéficié de quelque 12 milliards de dollars supplémentaires près de 20 ans plus tard. Autre point: la sécheresse pourrait rendre les futurs conflits plus dévastateurs encore.

Sur la base de ce constat, la DDC, en association avec la Division Sécurité humaine du DFAE, a lancé l'initiative « Blue Peace Middle East ». La Suisse a également financé une deuxième étude du SFG. Celle-ci formule dix recommandations à court, moyen ou long terme pour gérer la crise de l'eau dans cette région. « Il existait déjà des coopérations dans ce domaine », indique Mario Carera, qui a accompagné le projet en tant que collaborateur, puis comme consultant externe. « La nouveauté est que nous souhaitons une coopération pas seulement technique, mais aussi

Conflit en Syrie: une guerre de l'eau ?

On ne peut pas affirmer avec certitude l'existence de guerres de l'eau. Une évidence: l'eau joue un rôle toujours plus important dans les conflits, que ce soit au sein d'un même État ou entre deux ou plusieurs pays. La guerre civile en Syrie en est un exemple probant. Entre 2005 et 2010, une grave sécheresse a conduit plus d'un million de familles paysannes à la ruine. Des centaines de milliers de personnes ont perdu leurs moyens de subsistance et ont dû se réfugier dans les centres urbains pour pouvoir survivre. Cette catastrophe a participé au déclenchement des manifestations antigouvernementales, qui ont débouché sur la guerre civile. Le président Bachar el-Assad avait réduit les subventions aux aliments et aux combustibles, aggravant encore la situation des personnes déplacées.



Yuri Kozayev/lat

Une lueur d'espoir: la Turquie et l'Irak ont renforcé leur coopération bilatérale pour gérer les eaux du Tigre. Il en va de leur avenir hydraulique.

politique.» L'objectif était donc double. Il s'agissait de mettre sur pied un Conseil de coopération régional de haut niveau pour l'eau, chargé de développer une vision commune et des instruments concrets pour sa mise en œuvre. Il fallait aussi sensibiliser les acteurs sur le terrain et leur apporter un soutien concret. À l'origine, sept pays ont pris part au projet: la Turquie, le Liban, la Syrie, la Jordanie, Israël et la Palestine. Ces deux derniers en ont rapidement été exclus, en raison du conflit qui les oppose. En Syrie, les activités ont été réduites au minimum à cause de la guerre civile.

Succès et échecs

Sept ans après le lancement de l'initiative, il est temps de tirer un bilan intermédiaire. La publication de plus de 500 articles à travers les journaux a permis de toucher une large part de la population dans la région et de sensibiliser le public à la nécessité de collaborer autour de l'eau. La coopération dans le bassin de l'Oronte s'est également améliorée. Les réunions entre experts, politiques et représentants des médias des pays concernés ont permis de jeter les bases d'une communauté «Blue Peace». Le principal objectif, qui consiste à établir un Conseil de coopération au plus haut niveau politique, n'a toutefois pas encore été atteint. «Les conflits qui sévissent dans la région ont freiné notre progression», déplore Mario Carera. «Nous ne relâchons pas nos efforts pour autant. Sans infrastructure suprarégionale chapeautant la coopération, le risque est grand d'en rester au stade des belles paroles.» Les rencontres ont permis l'émergence d'une culture commune, porteuse d'espoir, souligne le consultant. Au niveau bilatéral également, une embellie se dessine: des experts de l'eau israéliens et pales-

teniens ont repris le dialogue, tandis que la Turquie et l'Irak ont renforcé leur coopération pour gérer les eaux du Tigre.

Un moyen de pression

La troisième phase du projet de la DDC et de la DSH court jusqu'à fin 2018. Outre la mise sur pied d'un Conseil de coopération suprarégional, divers projets concrets dans les bassins versants du Tigre et du Yarmouk doivent être mis en œuvre. Si les objectifs sont ambitieux, les difficultés demeurent identiques.

«Nous faisons face à des pays qui insistent sur le respect de leur souveraineté», relève Mario Carera. L'eau, dans la région, constitue bien souvent un moyen de pression politique. «Cela complique la mise en place d'une coopération interétatique.» Trouver une solution lors d'une rencontre reste facile: le vrai défi consiste à intégrer dans la politique de chaque pays, explique Mario Carera.

Les collaborations réussies, comme celle menée autour du fleuve Sénégal, peuvent servir d'exemple à cet égard. «Les intéressés voient ainsi combien la coopération régionale profite à toutes les parties en présence.» Il leur arrive de se poser la question suivante: «S'ils y arrivent en Afrique occidentale, pourquoi pas nous?» ■

(De l'allemand)

Engagement au Moyen-Orient

L'engagement de la DDC au Moyen-Orient se concentre sur la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'Irak. En Syrie, plus de 13 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire. Les pays voisins, qui accueillent de nombreux réfugiés syriens, supportent une charge toujours plus lourde. Le principal objectif de la Suisse est d'assurer des conditions de vie sûres aux populations vulnérables, touchées par les conflits, de résoudre et de prévenir ceux-ci. La DDC apporte un soutien financier et en nature aux organisations d'aide au développement. Elle mène également ses propres projets, dépêche des experts du Corps suisse d'aide humanitaire et promeut la coordination internationale et la diplomatie humanitaire.

Faits et chiffres

2,7 milliards

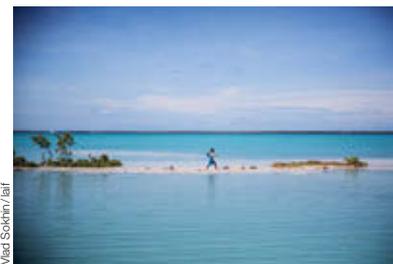
de personnes manquent d'eau au minimum un mois par an.



Brendan Bannom / Polaris / iaf

97%

de l'eau sur terre se présente sous forme d'eau salée et n'est donc pas potable. Sur les 3% restants, 2,5% sont emprisonnés dans les glaciers, ainsi que dans les glaces de l'Arctique et de l'Antarctique. L'eau douce disponible représente, par conséquent, à peine 0,5% du total.



Vad Sobchik / iaf

10 millions de km³

La part la plus importante de l'eau potable disponible dans le monde se trouve dans les nappes souterraines (10 millions de km³). Viennent ensuite les précipitations tombant sur la terre ferme (119 000 km³), les lacs naturels (91 000 km³), les réservoirs (5000 km³) et les cours d'eau (2120 km³).



Sven Torfinn / iaf

Autres chiffres clés

- D'ici à 2050, 4 milliards d'êtres humains pourraient vivre dans des régions touchées par les pénuries d'eau.
- À l'échelle mondiale, les ménages ne consomment que 8% de l'eau potable. 22% sont destinés à la production industrielle et 70% à l'agriculture. Plus le revenu par habitant d'un pays est élevé, plus la quantité d'eau potable accaparée par l'industrie se révèle importante. Alors que les pays défavorisés n'utilisent que 10% de leur eau pour la production industrielle, cette part peut grimper à 60% dans les États les plus riches.
- Le Programme global Eau de la DDC coordonne près de 40 projets et initiatives à un niveau bilatéral ou multilatéral.
- Entre 2013 et 2016, la DDC a investi 327,7 millions de francs dans le secteur de l'eau.

rapport. Les moyens pour y faire face sont limités. Quelque 60% des cours d'eau transfrontaliers ne possèdent pas d'infrastructure favorisant la coopération.

Sources et liens

- ONU-Eau : *Faits sur l'eau*, www.unwater.org
- Unesco : *L'eau pour les hommes, l'eau pour la vie : Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau*, <http://unesdoc.unesco.org>
- WEF : «*Global Risks Report 2017*», <http://reports.weforum.org>
- Pacific Institute : *The World's Water*, www.worldwater.org

Conflits liés à l'eau

Le *Global Risks Report* du Forum économique mondial (WEF) présente, chaque année, le classement établi par plusieurs centaines d'experts des principaux risques pesant sur la planète. Depuis 2012, les crises liées à l'eau y figurent en tête. «Les tensions entre zones rurales et urbaines, ainsi qu'entre régions riches et pauvres vont s'aggraver», estiment les auteurs du

Citation

« Le risque d'un conflit lié à l'eau augmente : en raison d'une concurrence accrue, d'une mauvaise gestion et des conséquences du changement climatique. »
Peter Gleick, expert en sciences de l'environnement et président du Pacific Institute, un centre de recherche basé en Californie